



Résolution des Elus du CSE Siège suite aux évolutions apportées à la mise en œuvre du projet TEMPO (CSE extraordinaire du 9 Novembre 2023)

Le 4 septembre dernier, les éditions nationales du 12/13 et du 19/20 ont disparues au profit des éditions ICI 12/13 et ICI 19/20.

Des nouvelles éditions qui, bien qu'à la main des 24 antennes régionales, impliquent une collaboration avec la rédaction nationale qui se doit de fournir des reportages mais aussi des rubriques plus particulièrement en lien avec l'information nationale et internationale, libre ensuite aux éditions régionales d'y apporter leur éclairage.

Depuis le 4 septembre, les difficultés et les problèmes s'accumulent au sein des 24 antennes régionales qui par manque de moyens et de personnel, sont en difficulté pour mettre en musique le projet décidé par la direction : les scriptes manquent à l'appel, des salariés sont en accident du travail, d'autres épuisés ou en larmes, les amplitudes horaires sont interminables, les arrêts de travail s'enchaînent.

Les salariés du Siège ne sont pas non plus épargnés :

- Les journalistes de la rédaction nationale, sans collectif, ni structure éditoriale, se retrouvent à devoir fournir au réseau régional, de l'information dans des conditions de timing resserrés, qui met à mal leur professionnalisme.
Résultat : la maîtrise éditoriale et le sens du travail journalistique sont perdus, la hiérarchisation de l'information malmenée, la proximité maltraitée, et la réactivité face à l'actualité entravée et au final, ils n'ont aucun retour des régions sur leur travail et sur la manière dont ils pourraient améliorer leur collaboration avec leurs collègues du Réseau.
- Les salariés de FTR en plus de devoir assumer le projet TEMPO, sont mis à contribution pour parer aux difficultés rencontrées par les autres stations régionales puisqu'ils prennent le relais en cas d'absence de journal.
- Les outils informatiques comme open media actuellement en cours de déploiement ne font qu'aggraver la crise car ils ajoutent du stress et de l'insécurité dans un contexte déjà tendu.

Et les remontées du Réseau montrent à quel point le sentiment d'incohérence du projet et de gâchis est unanime. Quant à la souffrance au travail, elle est largement partagée.

Les élus ne peuvent accepter et cautionner un tel naufrage et de telles répercussions sur l'ensemble des collectifs de travail concernés : la mise en place à marche forcée du projet



Tempo, est un facteur important de risque pour la santé au travail qu'il est aujourd'hui impossible de nier.

Par ailleurs, ils considèrent que la suppression des éditions nationales et régionales appréciées du grand public et son remplacement par des éditions fourre-tout, low-cost et incohérentes, procède du sabotage.

Les chiffres le confirment : aujourd'hui les téléspectateurs sont perdus, ils vont chercher l'info ailleurs. Que devient notre mission de Service Public ?

Les élus demandent la communication objective des audiences depuis le 4 septembre 2023. Ils souhaitent un découpage minute par minute ou séquence par séquence, ceci afin de comprendre quels sont les attentes des téléspectateurs.

Au vu des éléments décrits, la direction doit faire machine arrière !

Les élus exigent un moratoire sur les éditions d'« ICI » et le retour des éditions nationales réalisées à Paris, en attendant que les moyens et la coordination indispensables à la réussite de ce projet, qui impacte le Réseau autant que le Siège, ne soient déployés.

A Paris, le 9 novembre 2023.

Nombre de votants : 17 voix

Pour : 17 Voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 0 voix

L'ensemble des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, SNJ, CGC, UNSA s'associent.